

40% de la consommation d'énergie et un tiers des rejets de CO₂ sont imputables au parc immobilier en Suisse.



Energie 2050, jackpot

Avec la nouvelle loi sur l'énergie, les PME du bâtiment espèrent voir leurs commandes augmenter, mais s'inquiètent de nouvelles concurrences.

Par Julien Calligaro

KILIAN RIVIERA EST RAVI. Depuis que les Suisses ont accepté la révision de la loi sur l'énergie à 58,2% en mai dernier, le voilà sûr de ne pas voir son carnet de commandes désemplir. Cet entrepreneur genevois est à la tête de Kilian Riviera Immobilier, une société de rénovation et construction spécialisée dans la pose de fenêtres pour les bâtiments anciens. «L'acceptation par le peuple de cette loi va pousser les propriétaires à rénover leurs biens, dit Kilian Riviera. Aujourd'hui encore, beaucoup de fenêtres ne sont dotées que

d'un simple vitrage. Un double vitrage permet pourtant de réduire la consommation d'énergie de 15% en moyenne.»

Assainir les immeubles

La situation de l'entreprise genevoise de 18 employés n'est qu'un exemple parmi une multitude de sociétés qui bénéficieront de la Stratégie énergétique (SE) 2050, visant à réduire la consommation d'énergie, à améliorer l'efficacité énergétique et à promouvoir les énergies renouvelables. «La SE 2050 n'a pas un but direct au niveau de l'économie, mais il est clair que pour atteindre ses objectifs, il faudra l'aide des entreprises, indique Fabien Lüthi de l'Office fédéral de l'énergie (OFEN). Tous les domaines de la construction seront amenés à jouer un rôle, de l'installateur de chauffage au maçon, en passant par les sanitaires et les couvreurs.»

Car le plus grand levier en matière d'amélioration de l'efficacité énergétique réside

dans l'isolation des bâtiments. Aujourd'hui, plus de 40% de la consommation d'énergie et environ un tiers des rejets de CO₂ en Suisse sont imputables au parc immobilier, selon une étude de l'OFEN parue en 2016. Une des mesures prévues par la nouvelle loi sur l'énergie est la reconduction du «programme Bâtiment» – jusqu'ici prévu jusqu'en 2019 – permettant aux propriétaires de déduire fiscalement les frais d'assainissement. Il bénéficie dorénavant de 450 millions de francs (financé par des contributions cantonales et une part des recettes de la taxe sur le CO₂ prélevée sur les combustibles, tels que le mazout ou le gaz naturel), contre 300 millions auparavant. «Il s'agit d'un très bon signal pour inciter les propriétaires à assainir leurs biens, observe Frédéric Dovat, secrétaire de l'Union suisse des professionnels de l'immobilier. En Suisse, 5,4 milliards de francs sont investis chaque année pour l'assainissement énergétique. Ce montant promet d'augmenter.»

PHOTO: ISTOCKPHOTO



pour la construction

De quoi donner le sourire aux professionnels du bâtiment. «La loi sur l'énergie est une aubaine pour le secteur, se réjouit Nicolas Rufener, secrétaire général de la Fédération genevoise des métiers du bâtiment. Elle pousse les entreprises à se renouveler, que cela passe par l'utilisation de nouveaux matériaux, de techniques innovantes ou par le changement des méthodes de travail. Mais surtout, d'un point de vue purement économique, la SE 2050 assure aux entreprises un grand nombre de commandes.»

Création d'emplois attendue

Stéphane Hayoz, fondateur d'Instal+Eco, s'attend par exemple à une augmentation de 20% de son chiffre d'affaires. La PME genevoise installe des pompes à chaleur, des capteurs solaires ou encore des systèmes d'aération à double flux chez les particuliers de la région lémanique. «Avant la votation, nous recevions déjà plus de demandes d'in-

formation de propriétaires souhaitant remplacer leurs appareils, explique Stéphane Hayoz. Il existe une réelle sympathie de la population envers la transition énergétique, mais la reconduction des déductions fiscales est probablement ce qui les pousse à faire le pas. Je suis convaincu qu'il y aura plus de demandes que d'entreprises disponibles pour effectuer tous ces travaux.»

Davantage de commandes, donc plus d'emplois? «Pas forcément, déclare Nicolas Rufener. Etant donné que le domaine connaît une grande concurrence, toutes les entreprises travaillent à court terme.

«Les déductions fiscales inciteront les gens à changer les appareils.»

Stéphane Hayoz
Fondateur, Instal+Eco

Difficile d'engager dans ces conditions.» Pourtant, plusieurs études estiment que la transition énergétique générerait des places de travail. La Fondation suisse de l'énergie avançait en 2012 le chiffre de 85 000 emplois créés en Suisse d'ici à 2035 si le potentiel de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables était utilisé – et ce sans prendre en compte l'hydraulique ni la géothermie. L'étude précisait que les cantons de Zurich, Berne, Vaud, Saint-Gall et d'Argovie seraient les grands gagnants en termes d'emplois. Les branches qui en profiteraient le plus: celles de l'électrotechnique, de l'électrique, du génie mécanique ainsi que de la consultation et planification.

Plus récemment, une étude de l'EPFL a conclu que le nombre d'emplois en Suisse dans les secteurs liés à l'énergie augmenterait d'environ 14% dans un scénario reflétant la SE 2050 par rapport à la situation énergétique actuelle ou à un modèle où le nucléaire serait remplacé par du gaz



Pour le Genevois Kilian Riviera, spécialisé dans la pose de fenêtres dans les bâtiments anciens, la nouvelle loi est une aubaine.

naturel. «Ce résultat s'explique principalement par les postes créés dans le domaine de l'efficacité énergétique, relève François Vuille, directeur du développement de l'Energy Center de l'EPFL. La grande majorité de ceux-ci concerne la rénovation des bâtiments, dont une part importante de la valeur ajoutée est réalisée en Suisse, et des transports publics. En revanche, peu d'emplois seront engendrés dans la production d'électricité.»

Le chercheur s'attend par ailleurs à une baisse des emplois dans le secteur automobile, en lien avec le déploiement des véhicules électriques.

Cleantech en première ligne

Les architectes et ingénieurs vont également bénéficier d'effets positifs suite à la votation. C'est le cas de la société neuchâteloise Planair, qui s'attend à davantage de travail. Ce bureau d'ingénieurs conseil est spécialisé dans la physique du bâtiment, la maîtrise de l'énergie et la planification d'installations techniques. «Pour atteindre les objectifs de la SE 2050, la Confédération avait visé un taux d'assainissement des bâtiments de 2% par an, remarque Pierre

Renaud, fondateur de Planair. Nous nous situons aujourd'hui entre 0,9 et 1% seulement. Il y a donc de quoi faire.» Selon l'ingénieur, l'assainissement du parc immobilier suisse est également favorisé par la révision de la loi sur l'aménagement du territoire – acceptée en 2013 et entrée en vigueur en 2014 – «étant donné qu'elle limite les nouvelles constructions».

L'OFEN cite un autre domaine économique qui jouera un rôle clé pour atteindre les buts de la SE 2050: les cleantech. «Afin de faire baisser la consommation d'énergie, la Suisse a besoin de spécialistes qui innovent pour rendre les appareils plus efficaces ou qui développent de nouveaux matériaux pour les bâtiments», souligne Fabien Lüthi de l'OFEN. «Depuis l'adoption en 2010 par la Confédération du 'Masterplan Cleantech en Suisse' – composé de mesures et recommandations à adopter pour consolider la compétitivité de l'industrie suisse par le biais d'innovations cleantech –, la dynamique est très bonne, argumente Eric Plan, secrétaire général du cluster CleantechAlps. Ces cinq dernières années, nous avons observé une augmentation de 25% du nombre d'emplois dans le secteur.

Je peux aujourd'hui confirmer que nous nous attendons à une hausse supplémentaire de 25% pour les cinq prochaines années.»

Tensions avec les cantons

Pour Eric Plan, les cleantech contribueront notamment à développer des solutions dites intelligentes («smart solutions»), notamment en ce qui concerne l'isolation. Il évoque par exemple la start-up vaudoise AreaTwin, qui propose un système de gestion automatisée d'ouverture et fermeture de fenêtres. Celles-ci doivent être régulièrement ouvertes pour favoriser l'aération, sans toutefois générer trop de pertes énergétiques. Le principe: une carte électronique est placée dans un boîtier et commande la poignée de la fenêtre. L'utilisateur peut diriger le système par exemple via une application smartphone ou une télécommande. L'économie annuelle d'énergie se monte à 16,5% pour les bâtiments locatifs, selon la start-up.

Second domaine avancé par Eric Plan où les cleantech revêtent de l'importance: les systèmes énergétiques. «Les propriétaires d'installations solaires peuvent dorénavant consommer l'énergie pour leurs propres besoins et ne sont plus obligés de la vendre

La Suisse parle All IP



Thierry Barnier
est conseiller PME chez Swisscom (Suisse) SA. Il répond aux questions concernant les technologies de l'information et de la communication.

A partir de quand devons-nous migrer vers All IP dans notre entreprise et quelle est la démarche à suivre?

A partir de début 2018 les quatre premières régions de Suisse auront migré complètement vers IP. Swisscom informe chaque client concerné en temps utile. Swisscom recommande par contre aux clients commerciaux de migrer vers la technologie IP avant fin 2017. Les ressources des partenaires et des fournisseurs d'applications spéciales seront ainsi plus disponibles.

Premiers pas

Le premier interlocuteur est l'opérateur de télécommunication ou le partenaire IT de confiance. Ceux-ci peuvent saisir, avec la direction ou le responsable IT compétent, la situation initiale et les besoins de l'entreprise. C'est une étape importante vers une solution de téléphone IP individuelle et tournée vers l'avenir. Par ailleurs, des applications spéciales qui doivent passer à IP peuvent être identifiées. C'est par exemple le cas des téléphones d'ascenseurs ou des alarmes. Si de telles applications sont en service, les différents fabricants peuvent vérifier la fonctionnalité sur IP.

Un pack complet

Votre partenaire IP ou opérateur de télécommunication vous proposera une offre IP adaptée. Dans l'idéal, il s'agit d'une offre qui contient aussi bien Internet que la téléphonie IP. Ainsi vous obtenez tous les services principaux d'un seul fournisseur, qui par conséquent peut aussi se charger complètement de leur parfait fonctionnement. En règle générale, ces soi-disant packs complets contiennent des services supplémentaires pour les clients commerciaux – ainsi Smart Business Connect de Swisscom comprend par exemple un basculement informatique Internet.

Pas d'investissements

En migrant vers la technologie IP, des solutions complètement virtuelles sont possibles. Vous téléphonez par exemple sur un PC ou en déplacement avec votre smartphone depuis le numéro de téléphone fixe du bureau. Puisqu'une installation téléphonique ou des appareils téléphoniques ne sont plus indispensables sur le lieu de travail, vous économisez des frais d'investissement. Et les entreprises qui ont besoin d'une installation téléphonique physique, peuvent utiliser une installation dans le cadre d'un modèle «Full Service» au lieu d'investir dans une nouvelle.

www.swisscom.ch/pme

à l'opérateur du réseau de distribution, détaille le secrétaire général de CleantechAlps. La loi prévoit également l'extension de l'autoconsommation à de multiples consommateurs: c'est ce qu'on appelle la 'communauté d'autoconsommateurs'.

Ce procédé pourrait favoriser des entreprises produisant des appareils de conversion d'énergie entre les panneaux solaires et les producteurs, à l'image de Studer Innotec. «Certaines personnes pourraient adopter le stockage individuel par volonté d'autonomie, car ce système reste relativement coûteux en Suisse par rapport à celui des barrages hydroélectriques, estime Roland Studer, fondateur et CEO de la société sédunoise. Aujourd'hui, la quasi-totalité de notre chiffre d'affaires est issue de l'exportation. Si le stockage individuel devenait plus abordable ces prochaines années, cette proportion pourrait changer.»

Mais les sociétés qui se sont spécialisées dans les énergies renouvelables craignent l'arrivée des entreprises électriques – propriétaires du réseau et de la distribution et en main des cantons et des villes –, qui multiplient les acquisitions dans ce secteur. La tension existe notamment dans le canton de Berne: depuis 2013, les Forces Motrices Bernoises ont acheté plusieurs sociétés dans les services énergétiques. L'organisation faïtière des PME du canton a réagi à cette évolution: elle a lancé une

campagne intitulée *L'Etat en tant que concurrent: ça n'est pas équitable!* «Les entreprises publiques tirent souvent profit de leur situation de monopole et de leur force financière aux dépens des sociétés privées», dénonce la faïtière sur un site internet dédié à la problématique. Selon l'Union suisse des arts et métiers, qui soutient les PME bernoises, une situation similaire existe dans le canton de Fribourg où Groupe E possède une société spécialisée dans les services énergétiques.

Concurrence des pays de l'Est

La concurrence étrangère préoccupe également certaines PME, notamment sur le marché des fenêtres. Les prix des produits fabriqués dans les pays de l'Est sont en moyenne 30% moins chers, constate le fabricant de fenêtres Kilian Riviera. «La concurrence reste saine si elle repose sur la qualité des produits, estime l'entrepreneur. En respectant les conditions salariales et conventions collectives suisses, impossible de proposer des prix aussi bas. C'est ce que j'appelle de la concurrence déloyale.» Stéphane Hayoz redoute également cette compétition, mais dans une moindre mesure: «L'association des professionnels de l'énergie solaire entreprend des démarches pour nous protéger. Swissolar organise également des formations continues pour que les entreprises suisses aient toujours une longueur d'avance.»

D'autres secteurs, moins évidents, pourraient également bénéficier des nouveaux objectifs en matière de stratégie énergétique. «Des sociétés de services financiers, telles que Raiffeisen ou UBS, ont notamment développé avec succès des produits permettant aux investisseurs de participer à la transition énergétique», expose Rolf Wüstenhagen, professeur de management des énergies renouvelables à l'Université de Saint-Gall. Il cite également les constructeurs et vendeurs de vélos électriques ainsi que les restaurants végétariens.

«La consommation de viande est un contributeur important au changement climatique, pointe Rolf Wüstenhagen. La production de viande est 7 à 16 fois plus énergivore que celle de la cuisine végétarienne. Il est peu probable que cela devienne un pilier de la politique énergétique suisse prochainement, mais le sujet fait l'objet de discussions, car il participe à l'atténuation du changement climatique. Et un des objectifs de la SE 2050 est précisément de protéger le climat.» ■



«Pour viser les objectifs de la SE 2050, il faudra doubler la cadence.»

Pierre Renaud
Fondateur, Planair

